
Jean-Christophe Defraigne, Jean-Luc De Meulemeester, Denis Duez, Yannick Vanderborght (dir.), *Les modèles sociaux en Europe : quel avenir face à la crise ?*

Bruxelles, Bruylant, coll. « Idées d'Europe », 2013

Gwenaëlle Perrier



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/travailemploi/6387>

DOI : 10.4000/travailemploi.6387

ISSN : 1775-416X

Éditeur

DARES - Ministère du Travail

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2014

Pagination : 129-131

ISSN : 0224-4365

Référence électronique

Gwenaëlle Perrier, « Jean-Christophe Defraigne, Jean-Luc De Meulemeester, Denis Duez, Yannick Vanderborght (dir.), *Les modèles sociaux en Europe : quel avenir face à la crise ?* », *Travail et Emploi* [En ligne], 138 | avril-juin 2014, mis en ligne le 01 avril 2014, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/travailemploi/6387> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/travailemploi.6387>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

© Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (Dares)

Jean-Christophe Defraigne, Jean-Luc De Meulemeester, Denis Duez, Yannick Vanderborght (dir.), *Les modèles sociaux en Europe : quel avenir face à la crise ?*

Bruxelles, Bruylant, coll. « Idées d'Europe », 2013

Gwenaëlle Perrier

RÉFÉRENCE

Jean-Christophe Defraigne, Jean-Luc De Meulemeester, Denis Duez, Yannick Vanderborght (dir.), *Les modèles sociaux en Europe : quel avenir face à la crise ?*, Bruxelles, Bruylant, coll. « Idées d'Europe », 2013, 230 p.

- 1 La crise économique qui sévit depuis 2008 et ses conséquences socio-économiques n'ont pas donné lieu à pléthore de publications en sciences sociales¹. L'ouvrage dirigé par Jean-Christophe Defraigne et ses coauteurs, réunissant politistes, économistes et sociologues, contribue donc à combler un vide dans le champ académique. Les auteur.e.s cherchent à répondre à la question suivante : « La crise actuelle va-t-elle accélérer les tendances observées depuis la fin des années 1970 et [...] faire éclater les différents modèles sociaux en Europe ? » (p. XI). Situait alternativement l'analyse dans une temporalité longue (xx^e siècle) ou plus resserrée (dernières décennies ou années), ils présentent certaines manifestations des évolutions des modèles sociaux européens ainsi que leurs causes, en privilégiant largement celles de nature économique et financière, même s'ils mentionnent aussi quelques-unes de leurs dimensions sociales et politiques. Les analyses s'appuient sur l'étude d'indicateurs macroéconomiques, textes

réglementaires et débats politiques, laissant parfois place en conclusion à des préconisations relatives aux politiques à mener.

- 2 À une brève introduction générale succèdent neuf chapitres, de taille variable. Les quatre premiers sont centrés sur la gouvernance socio-économique, tandis que les suivants se focalisent sur cinq cas d'étude sectoriels. L'ouvrage – et c'est là l'un de ses principaux apports – accorde une place importante à la description et l'analyse des politiques économiques et sociales menées par l'Union européenne (UE), et plus particulièrement aux décisions les plus récentes, pour étudier ces évolutions. Certains chapitres (six et sept en particulier) sont de nature comparative, mais la question de l'impact des décisions européennes sur les politiques conduites au niveau des États-membres et celle de l'eupéanisation restent peu explorées.
- 3 Le premier chapitre (Jean-Christophe Defraigne) questionne l'impact de la mobilité internationale des capitaux sur les modèles sociaux européens. Le renoncement des États au contrôle des flux de capitaux signifie qu'ils ont consenti à la perte d'une partie de leurs prérogatives par rapport à la période plus interventionniste des Trente Glorieuses. La conséquence principale de cette transformation est la fin du compromis social antérieur : la concurrence fiscale et sociale entre les États grandit, tandis que la part des salaires dans le produit intérieur brut (PIB) décroît. Dans ce contexte, les diagnostics posés sur le rôle économique de la protection sociale évoluent : on passe d'une analyse keynésienne valorisant son rôle de stabilisateur en cas de récession à une analyse libérale qui insiste sur les conséquences de son financement sur le coût du travail. La place et la taille de ce chapitre en disent long sur l'importance que les auteurs accordent à la dérégulation financière de l'économie capitaliste dans les mutations socio-économiques affectant les sociétés européennes.
- 4 Les trois chapitres suivants (écrits respectivement par Janine Goetschy, par Christophe Degryse et Philippe Pochet, et par Bernard Friot et Corinne Gobin) sont centrés sur les inflexions des politiques économiques et sociales de l'Union européenne suite à la crise et leur impact sur l'évolution des modèles sociaux européens. Les chapitres 2 et 3 (un peu répétitifs sur certains points) mettent en avant la perte de vitesse des objectifs sociaux dans la stratégie « Europe 2020 » par rapport à ceux présents dans celle de Lisbonne définie en 2000 (même si « Europe 2020 » affiche des ambitions à la fois économiques, sociales et écologiques). La priorité accordée à l'équilibre budgétaire des États et à la réduction des dépenses publiques ainsi qu'à l'objectif, flou (et contestable selon les auteurs, dans la mesure où son contenu n'est pas questionné), de « croissance économique », a des conséquences notamment sur les niveaux des pensions, des salaires et de l'emploi. Dans le chapitre quatre, Friot et Gobin lient ces évolutions à la perte de souveraineté des États dans un contexte de renforcement de l'intégration européenne en matière de gouvernance budgétaire et monétaire. Paradoxalement, les réorientations résultant de la stratégie « Europe 2020 » interviennent alors même que la crise économique, qui a renforcé la pauvreté et les inégalités, souligne la nécessité d'une intervention publique en la matière. Degryse et Pochet invitent en conclusion à une réflexion sur l'urgence à définir des objectifs porteurs de progrès social et environnemental.
- 5 Yannick Vanderborght rappelle, dans le chapitre cinq, le maigre bilan de la politique de l'UE en matière de lutte contre la pauvreté et présente les propositions alternatives du réseau BIEN (*Basic income earth network*). Ce réseau, composé de chercheur.e.s et de militant.e.s, repose sur la garantie sans contrepartie d'un revenu régulier versé par les

pouvoirs publics à chacun de ses membres, à rebours de l'activation des politiques sociales en vigueur dans les États-membres de l'UE, qui conditionne la protection sociale à différentes contreparties. L'auteur met en lumière les limites des programmes d'assistance étatique traditionnels (faiblesse de leur montant, voire inexistence dans certains États, complexité qui restreint leur accessibilité), puis souligne les modalités, ainsi que les bénéfices sociaux et économiques attendus d'une telle innovation.

- 6 Après avoir retracé le contexte dans lequel évolue le financement de la protection sociale en Europe (centralité des discours sur le coût du travail amenant à une remise en cause de ses modalités de financement et d'allocations), Pascale Turquet présente, dans le chapitre six (de manière un peu technique parfois), le contenu relativement similaire des réformes de l'assurance maladie menées aux Pays-Bas et en Allemagne : celles-ci se traduisent par une moindre couverture des dépenses des assuré.e.s sociaux et par une plus grande place faite aux assurances privées. Elles signent une perte d'importance des mécanismes de solidarité et de redistribution et la valorisation de la responsabilité individuelle.
- 7 L'enseignement supérieur et la recherche, en partie financés sur fonds publics, ne sont pas épargnés par les réformes entreprises pour réduire les déficits, même si certains États déclarent vouloir sanctuariser ces domaines, considérés comme centraux pour la compétitivité de leur économie (chapitre sept). Jean-Luc de Meulemeester défend la thèse, convaincante au vu de ce que l'on observe en France, du caractère précurseur des réformes britanniques dans ce domaine. Elles ont trait à la mise en concurrence des universités, à la reconfiguration des pouvoirs en leur sein au profit des dirigeants et au détriment des enseignant.e.s, ainsi qu'au renforcement de l'élitisme aux dépens de la démocratisation de l'enseignement supérieur. Ces réformes, tendant vers la privatisation du système, ne signifient toutefois pas, selon l'auteur, un « retrait de l'État » du secteur, puisqu'il en constitue le principal ordonnateur et qu'il en conserve le pouvoir de régulation.
- 8 Anne Dufresne s'intéresse ensuite à la « difficile réponse syndicale à la modération salariale » en vigueur dans toute l'Europe. La politique de stabilité monétaire de l'UE et ses politiques économiques, axées sur la mise en concurrence des économies nationales et le discours sur la compétitivité des entreprises, ont joué un rôle central dans la diffusion des pratiques de modération salariale, qui se traduisent (dans les entreprises) par un déplacement des salaires vers les revenus du capital. Les dernières décisions de l'UE (telles que le « pacte Euro plus ») tendent à l'accentuer. La construction d'une réaction coordonnée des syndicats européens face à ces attaques contre les salarié.e.s s'avère difficile, en raison de l'hétérogénéité des cultures syndicales et du leadership syndical et économique de l'Allemagne, pays roi de la modération salariale. Les récentes initiatives syndicales transfrontalières visant à lutter contre le *dumping* salarial ont ainsi un caractère limité.
- 9 Enfin, Denis Duez s'intéresse aux répercussions de la crise économique sur les migrations internationales : si les soldes migratoires restent positifs, la crise provoque à la fois une accentuation des départs hors d'Europe et une baisse de l'immigration (notamment intra-européenne). Elle affecte différemment les migrant.e.s en fonction de leur niveau de qualification et du secteur dans lequel ils travaillent. En outre, la crise favorise la montée en force d'un discours qualifié de « *welfare chauvinism*² », relayé au niveau des institutions européennes.

- 10 Au final, on appréciera l'actualité et la pertinence des analyses de cet ouvrage, ainsi que l'insertion de propositions pour l'action dans plusieurs chapitres. Il sera utile pour les étudiant.e.s et les universitaires intéressés par la protection et les politiques sociales, par les politiques économiques, et par le processus d'intégration européenne (plus particulièrement tout ce qui a trait aux dernières évolutions de sa gouvernance économique et sociale). Les contributions, qui aident notamment à prendre du recul par rapport aux analyses court-termistes et limitées sur « l'inversion de la courbe du chômage » ou « les variations du PIB », intéresseront également les citoyen.ne.s en quête de clés d'analyse sur la crise économique, ses conséquences et les voies de développement alternatives.
- 11 La perspective macroéconomique et macropolitique, en dépit de tout son intérêt, mériterait d'être prolongée par une perspective de sociologie politique qui permettrait de compléter, voire de nuancer, certaines analyses. Notamment, une sociologie politique des élites européennes (à la Commission, au Parlement) et nationales (pleinement parties prenantes des décisions prises au niveau de l'UE, *via* le Conseil européen et le Conseil des ministres) ainsi que des processus décisionnels prévalant au sein des institutions de l'UE éclairerait davantage certaines causes des mutations économiques et financières décrites dans différentes contributions, qui ne sont pas que de nature macroéconomique. La question des liens entre les nouveaux théoriciens (présents notamment dans et auprès de différentes organisations internationales), les dirigeants économiques et les décideurs politiques, et celle de la conversion des élites sociales-démocrates au capitalisme, pourraient aussi être traitées. Une telle perspective aurait par exemple permis de nuancer la thèse de Bernard Friot centrée sur la perte de souveraineté des États. L'auteur évoque systématiquement « l'Union européenne », sans mentionner que les États en constituent des acteurs à part entière, dont certains ont même un poids central dans le processus décisionnel. Les notions de « technocratie capitaliste » et d'« empire aux provinces subordonnées » (p. 95), non expliquées, auraient pu dès lors être affinées. L'idée d'un rapport de force vertical entre l'« UE » et les États n'a rien d'évident, quand on sait par exemple que les critères du pacte de stabilité et de croissance ont été largement introduits sous l'égide du gouvernement allemand. Une perspective de sociologie politique aurait donc probablement modéré l'idée selon laquelle le problème de perte de souveraineté nationale constitue l'un des facteurs principaux des réformes de la protection sociale. Enfin, des expressions telles que la « tension entre la pluralité des acteurs au sein du système politique européen » (Goetschy, p. 65) laissent quelque peu les lecteurs « sur leur faim », précisément car aucune des contributions n'ouvre la boîte noire de la décision publique et politique.
- 12 En dépit de ces réserves, l'ouvrage apparaît très stimulant et riche. Il présente la grande qualité de ne pas limiter l'analyse aux réformes de la protection sociale, pour englober un ensemble plus large de politiques publiques constitutives des « modèles sociaux européens ». Ce faisant, il complète utilement la littérature existante sur les réformes de la protection sociale conduite par des chercheur.e.s comme Bruno Palier ou Patrick Hassenteufel.

NOTES

1. On peut citer toutefois les deux ouvrages suivants : Spieser C. (dir.) (2013), *L'emploi en temps de crise : trajectoires individuelles, négociations collectives et action publique*, Rueil-Malmaison, Éditions Liaisons (cf. la recension de cet ouvrage par Bernard Gazier dans le numéro 137 de *Travail et emploi*) ; Gallie D. (ed.) (2013), *Economic crisis, quality of work, and social integration. The European experience*, Oxford, Oxford University Press.

2. Huysmans J. (2000), « The European union and the securization of migration », *Journal of common market studies*, vol. 38, n° 5, p. 767. Ces discours insinuent que les migrant.e.s arriveraient massivement en Europe afin de profiter, de façon excessive, de la protection sociale des États-providence.

AUTEURS

GWENAËLLE PERRIER

Université Paris 13, Centre de recherche sur l'action locale (Ceral) ; Laboratoire interdisciplinaire pour la sociologie économique (Lise-Cnam)